



l'eau
ressource

Les effets vertueux des fontaines de Beni

Une matinée comme les autres à la borne-fontaine du quartier de Malepe, à Beni, en République démocratique du Congo (RDC, ex-Zaïre). Une maman s'approche, portant cinq récipients jaunes, des bidons d'essence reconvertis, retenus par un pagne, s'entrechoquant. Cette petite musique l'accompagne chaque matin lorsqu'elle va chercher son eau potable pour la journée. Quelques enfants, des garçons de 5 ou 6 ans, attendent ou remplissent déjà leurs bidons. Des adolescentes s'avancent. « Avant, aller chercher l'eau nous prenait au moins six heures par jour », se rappellent-elles. Il leur fallait se rendre à une source, un mince filet d'eau où se formait une file d'attente interminable. « J'y partais à 3 heures du matin pour avoir de quoi laver les enfants et préparer le petit déjeuner, se souvient Jacqueline Baofa, la cinquantaine très digne. Maintenant, je m'organise mieux et mon mari ne se plaint plus. » « J'ai plus de temps pour jouer avec les

Beni (D.R.C.) Neumann, envoyé spécial à Beni

LA MISE EN PLACE D'UN RÉSEAU D'EAU POTABLE PAYANTE A RÉVOLUTIONNÉ LA **VIE** DES HABITANTS DE CETTE VILLE DE L'EST DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO. REPORTAGE.

L'Expansion

copains... et pour étudier», ajoute Mbale Musavuli, un garçon de 11 ans. A l'école, les enfants somnolaient. Les diarrhées étaient fréquentes. Et puis il y avait les viols, la nuit, sur le chemin du retour, jusqu'à 60 par mois. Aujourd'hui, ce que l'on appelle encore la corvée d'eau prend une quinzaine de minutes, pas plus.

Depuis octobre dernier, la ville de Beni, 240 000 habitants, compte 84 bornes-fontaines disséminées dans dix-huit quartiers. Plus de deux ans de travaux pour un projet hors normes, à la limite de l'improbable, financé par EuropeAid, le fonds d'aide au développement de l'Union européenne, à hauteur de 2,5 millions d'euros. Piloté sur place par l'organisation non gouvernementale française Solidarités, il permet aujourd'hui de procurer un minimum de 10 litres d'eau potable par jour à 170 000 habitants !

Beni est une cité moyenne située dans l'est du pays, dans la province du Nord-Kivu. L'artère principale est la seule route goudronnée de la ville; des motos-taxis en pagaille disputent la chaussée aux 4 x 4 blancs des Nations unies. Partout, de la poussière rouge, fine et tenace. A une heure d'avion ou trois jours de route de Goma, la capitale provinciale, Beni est au cœur d'une région minée depuis une dizaine d'années par de multiples conflits armés. La situation est toujours instable, malgré des élections présidentielle et parlementaires prévues pour la fin juillet. Dans un pays où les rafales d'armes automatiques n'étonnent personne, ce scrutin est autant un motif d'espoir qu'une source d'inquiétude.



Dans ce contexte tendu, Beni fait figure d'oasis et suscite même la jalousie. Car elle a de l'eau. De l'eau potable qui coule sept jours sur sept, contre deux par semaine auparavant. Ses bornes-fontaines, les « Mia Moja », sont ouvertes au public de 6 heures à 8 heures, puis de 16 heures à 18 heures. Chaque borne est tenue par un gestionnaire, qui achète l'eau au mètre cube à la société de gestion locale - la Regideso ! - et la revend par bidons de 20 litres aux consommateurs. « Je garde à peu près 20 % des recettes », explique Kadhafi, gestionnaire d'une borne, qui doit son surnom à son passé de vendeur d'essence. Son nouveau métier lui assure 25 euros par mois, le revenu moyen d'une famille étant de 15 euros. Le prix de l'eau reste abordable. Le bidon de 20 litres coûte 5 francs congolais (1 euro vaut 700 francs

congolais). C'est deux fois moins cher qu'une boîte d'allumettes et quatre fois moins qu'un sachet en plastique dans une échoppe de la ville.

Chaque borne du réseau dispose de dix robinets. Au-dessus, une réserve d'eau de 10 mètres cubes, reliée à une station d'adduction d'eau plantée sur les hauteurs de la ville. Une seule route pour y accéder. Sinueuse, raide, impraticable en saison des pluies, même en 4 x 4. En haut, un système moderne de traitement biologique de l'eau attend le visiteur. Ecologique, certes, mais surtout économique. L'eau, qui provient de cinq captages de rivières, deux sur le bassin versant du fleuve Congo et trois sur celui du Nil, descend par gravité de la montagne. Elle est ensuite filtrée à travers du sable. Le dispositif consomme très peu d'intrants : 150 kilos de chlore par mois et 70 litres de gazole par jour pour une capacité de 100 mètres cubes par heure ! L'eau est ensuite amenée dans un réservoir, qui dessert en priorité les bornes-fontaines, le surplus partant dans l'ancien réseau de la ville, construit par les Belges dans les années 80 et qui couvre le quartier résidentiel. Les habitants des faubourgs, les plus démunis, qui, jusque-là, n'avaient accès qu'à l'eau des rivières ou des sources affleurantes, sont les grands bénéficiaires du projet. ▶▶



Depuis septembre 2005, 84 bornes fournissent de l'eau potable à leurs portes à 170 000 habitants de la ville.

L'Expansion y a permis de contacter le numéro 710

L'Afrique malade de ses eaux sales

L'eau tue », assène Daniel Zimmer, directeur du Conseil mondial de l'eau. L'eau sale. Les maladies hydriques sont la première cause de mortalité dans le monde. Et l'Afrique est un cas d'école. « C'est un concentré à grande échelle de tous les problèmes : le manque d'accès à l'eau propre et l'insalubrité », ajoute-t-il. Sans compter les effets ravageurs des sécheresses et des famines qui sévissent actuellement dans la Corne de l'Afrique.

S'approvisionner en eau peut se transformer en parcours du combattant. Plusieurs heures de marche pour atteindre des sources traditionnelles, le lit d'une rivière où pullulent parasites et bactéries. En milieu urbain, l'ac-

cès est plus facile, mais l'eau est encore plus sale. La périphérie des grandes villes africaines, où se déversent les eaux sales du centre, a des allures d'égouts à ciel ouvert. Ces eaux usées véhiculent le choléra et d'autres maladies, diarrhées, salmonellose, qui touchent particulièrement les plus fragiles, notamment les enfants...

« L'accès à l'eau n'est pas la panacée, il faut une réflexion plus large sur le système sanitaire », plaide Alexis Bonnel, responsable de la division infrastructures de l'Agence française de développement. La volonté est là : tous les acteurs assurent qu'il n'existe plus de projet de financement d'accès à l'eau sans un chapitre réservé à l'assainisse-

ment. C'est le cas en milieu rural, avec les campagnes de sensibilisation à l'hygiène et la construction de toilettes ; en revanche, en ville, c'est le désert : « Sur l'ensemble de l'Afrique subsaharienne, Afrique du Sud exceptée, il n'y a que deux réseaux d'assainissement d'eau collectifs : l'un à Ouagadougou, au Burkina Faso, et l'autre, embryonnaire, à Abidjan, en Côte d'Ivoire, dénonce Alexis Bonnel. A Lagos, au Nigeria, où vivent 15 millions d'habitants, il n'y a rien ! »

Et aucun projet n'est en perspective : « Il est déjà difficile de financer l'accès à l'eau potable en Afrique, alors l'assainissement... », continue Alexis Bonnel, dépité. Si payer l'eau potable entre peu à peu dans les mœurs, on n'en est pas encore là pour le traitement des eaux usées.

« Plus qu'apporter de l'eau, il s'agissait de redonner un espoir à cette ville », explique Jérôme Burlot, hydraulicien, présent au démarrage du dossier, à la fin des années 90. Un cas atypique de projet de développement qui s'inscrit dans un contexte d'urgence. A l'époque de la réalisation de l'étude de faisabilité, Beni était la capitale d'un mouvement rebelle soutenu par l'Ouganda. Coupée de Goma et de Kinshasa, elle croulait sous le nombre des déplacés. Le projet Adduction gravitaire en eau potable (Agep) est alors d'autant plus fragile que tout ce qui vient des Blancs, les *Muzungu*, est l'occasion pour les Congolais de « bouffer », c'est-à-dire d'en profiter au maximum. « Au début, personne ne croyait au projet », répètent tous les acteurs qui se sont succédés sur l'Agep. Les premiers travaux, en 2004, laissent de marbre les habitants de Beni.

« Il y a eu un déclic », se souvient avec émotion Olivier Thonet, alors conducteur de travaux hydrauliques à Solidarités. Ce déclic, c'est la construction des bornes-fontaines, en mai 2005. « On a mobilisé la population dans l'exécution des grands chantiers, explique François Bellet, ingénieur hydraulicien et anthropologue, plus connu à Beni sous le nom de papa François. On a voulu quelque chose de grandiose, qui reste gravé dans les mémoires. » Une cérémonie a été organisée, avec sacrifice de chèvres, point de départ de la mise en chantier, le même jour, à la même heure, de chacune des 84 bornes-fontaines. Chaque quartier a choisi son maçon, les mamans ont collecté du sable, du gravier, tandis que les 500 motos-taxis livraient le ciment en flux tendu. Toute la population était mobilisée, au rythme des animateurs de radio qui faisaient jouer la concurrence entre les quartiers. « A ce moment-là, tout Beni nous a poussés », se rappelle Olivier Thonet.

Un mois plus tard, rebelote, pour le réseau cette fois. 10 000 personnes se sont attelées à creuser les tranchées et poser les conduites. 34 kilomètres réalisés en une semaine ! Trois personnes avec pioche et bêche, pour 10 mètres par jour dans une terre dure. « J'ai vu des gars les mains en sang s'acharner sur une pierre, trois jours durant, raconte Olivier Thonet. Ils n'avaient en tête que l'eau qui allait arriver. » Elle est arrivée le 13 septembre 2005. « Je m'en souviens très bien, sourit Joseph Mutabeshe Kulimushi, le représentant des gestionnaires de borne-fontaine, à l'abri du soleil sous un manguier. Elle coulait à flots. Tout le monde se lavait lors de cette journée consacrée au nettoyage des tuyaux. »



Faute d'assainissement, en Afrique, les périphéries urbaines ont souvent des allures d'égouts à ciel ouvert, comme ici à Freetown, au Sierra Leone.



La construction du réseau a mobilisé l'ensemble de la population.

Quand il a fallu faire payer l'eau, ce fut une tout autre histoire. Un flop complet. La caisse du premier jour est indigente : 2,50 euros ! Tout juste 390 euros de recettes pour le mois de septembre 2005. L'habitude d'aller aux sources, la surprise de devoir payer l'eau... ? « Nous menons des campagnes de sensibilisation. A force, le taux de fréquentation des bornes augmente », explique le maire, Julien Paluku Kahongya. En mai, la recette a atteint plus de 4 000 euros. Les femmes ont vite réalisé tout le bénéfice qu'elles pouvaient tirer de cette eau propre et accessible.

La corvée d'eau prenait presque trente heures par semaine, qui peuvent désormais être consacrées à la vie économique et sociale. « On a plus de temps pour s'occuper des champs, témoigne une maman. Avant on ne produisait que pour nos repas à la maison. Maintenant on peut vendre le surplus au marché. Cela nous apporte un supplément d'argent. » L'eau potable, c'est aussi moins de gens malades. « La fréquence des maladies hydriques (salmonellose, bilharziose, dysenterie...) était très élevée. Depuis l'installation des bornes-fontaines, elle commence à diminuer », témoigne le jeune Dr Paluku Mulumbirwa, responsable du centre de santé anglican du quartier de Kasabinyole. Un cercle vertueux est engagé. « Au lieu de dépenser l'argent à l'hôpital, on peut acheter de la viande pour les repas des enfants », répond comme en écho une autre maman. L'arrivée de l'eau est aussi un facteur de scolarisation. « Les retards existent toujours, mais ils sont beaucoup moins nombreux. Et les élèves sont plus attentifs », assure Katsuva Mumbero, le directeur de l'école primaire Monseigneur-Munzenda. Le nombre de viols est tombé à une demi-douzaine par mois.

Désormais, l'eau de Solidarités est devenue celle de la population. La participation communautaire qui a rythmé la réalisation du projet lui ont permis de se

l'approprier. « L'approche techniciste ne suffit pas. Seule une démarche sociale garantit la pérennité des installations », explique François Bellet.

Sa botte secrète, ce sont les femmes. Depuis la collecte des matériaux, elles ont acquis le statut de leaders légitimes. Elles siègent à la commission eau potable de la ville à travers l'association des dix-huit mamans de quartiers, et ont le droit d'évincer les mauvais gestionnaires. Une petite révolution. « Si la "maman présidente" va voir le maire, il ne la fait pas attendre », assure Patrick Paluku Muhindo, originaire de Beni, sensibilisateur au projet pour le compte de Solidarités. « Aujourd'hui, les mamans sont perçues par les notables comme une source de contestation, complète François Bellet. Il fallait faire émerger un contre-pouvoir pour que le service public ait une obligation de résultat. » Du jamais-vu dans un pays comme la RDC, où l'Etat se comporte depuis des décennies comme un prédateur insatiable. Si les frais de mission des cadres de la Regideso, désormais propriétaire du réseau, peuvent faire tressaillir, il n'en reste pas moins qu'ils bichonnent les bornes-fontaines.

A Beni, douze nouveaux quartiers ne bénéficient pas encore des adductions. Soit 66 000 personnes qui ne cessent de demander : « Et nous ? » Solidarités a soumis un deuxième projet à l'Union européenne, qui prévoit à la fois cet approvisionnement et la réhabilitation de l'ancien réseau, en triste état. La deuxième tranche de travaux mobiliserait 3,2 millions d'euros. Soit le coût d'une journée et demie de la mission onusienne en RDC. L'Agence française de développement a déjà donné son accord pour en financer un quart. L'Union européenne devrait se prononcer en 2007. A Beni, cette fois, avant même son démarrage, tout le monde croit au projet. **B.N.**